



Fédération des Travailleurs des industries du Livre, du Papier
et de la Communication CGT
Site Internet : filpac-cgt.fr
263, rue de Paris - case 426 - 93514 Montreuil cedex
Tél. 01 48 18 80 24 - Fax 01 48 51 99 07 et 01 48 18 81 52



0,5% et basta ?

Le syndicat patronal de la presse quotidienne régionale a terminé sa prestation de la négociation du 16 septembre sur un 0,5% au 1^{er} octobre et un rendez-vous en janvier. 0,5%, ce n'est pas rien... Les salariés, dans l'unité, ont imposé au cours du 1^{er} semestre 2008 une progression de leurs rémunérations en fonction de l'indice INSEE. Ce qui, au fond, était l'application de l'accord de 1993 que le SPQR voulait dénoncer. De ce mouvement unitaire et massif il en reste quelque chose, car, à l'évidence, les patrons et leurs DRH, avertis, ont lâché prudemment ces 0,5%.

Mais si ces 0,5% ne sont pas négligeables, nous sommes loin du compte. Pourquoi ?

- L'indice INSEE ne reflète que très partiellement la hausse des prix. L'indice Filpac indique une hausse déjà enregistrée de 4,7% d'août 2007 à août 2008.
- L'inflation peut repartir de plus belle.
- Quand bien même la hausse des prix se calmerait, le salaire de tous a baissé de façon considérable au cours des années écoulées, en fonction d'une répartition de la valeur ajoutée en faveur des propriétaires, au détriment des salariés.

Ces 0,5% ne sont pas de force à clore le dossier salaire. Ils sont dans le collimateur des états généraux de la presse, car Sarkozy et ses adjoints estiment que le salariat est la cause de la mauvaise situation économique de la presse. Ils affirment comme les patrons que les salariés coûtent trop cher. Cette stigmatisation s'accompagne d'une campagne de démoralisation : « *Vous êtes trop vieux, et de toute façon il n'y a pas d'avenir dans la presse imprimée, et vous n'arriverez jamais à la hauteur des nouvelles technologies...* », voilà ce qu'on entend du côté des DRH. Tout ça pour préparer non pas de nouveaux plans sociaux mais des plans de départ volontaire, qui moissonneront la panique, l'angoisse du lendemain et la peur semées par les DRH.

Alors ? Allons-nous recevoir des leçons d'économie de la part de ces messieurs, à l'heure du naufrage d'un libéralisme qu'ils ont défendu avec acharnement ? Des Himalaya de dollars et d'euros pour les banques en faillite, et à peine des miettes pour les salariés ? La faillite du système financier international devrait rendre nos professeurs d'économie que sont nos patrons quelque peu modestes. S'apprêtent-ils à relayer les mesures d'austérité que ne manquera pas de prendre Sarkozy dans les prochains jours : ce serait au salarié de payer le prix du naufrage financier et des conséquences sur l'emploi et la croissance !

Donc ? Nous sommes plus que jamais attachés à l'unité et au débat. Tournant le dos à l'étrange précipitation de FO, CGC et CFTC, nous vous proposons la transparence, l'unité, l'échange démocratique : organisons les débats qui s'imposent pour prendre les bonnes dispositions, ensemble, toutes catégories confondues, pour défendre nos salaires. Le prix de notre travail, notre seul « revenu », vaut bien un peu de réflexion collective, non ? Même si le SPQR est pressé...

Assemblée des délégués de la presse quotidienne régionale et départementale, 19 septembre 2008